

# commission du codex alimentarius



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION  
MONDIALE  
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

**ALINORM 01/20**

## **PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**

### **COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

*Vingt-quatrième session,  
Genève (Suisse) 2-7 juillet 2001*

### **RAPPORT DE LA SEPTIEME SESSION DU COMITE DU CODEX SUR LES EAUX MINERALES**

*Fribourg (Suisse), 30 octobre – 1er novembre 2000*



# commission du codex alimentarius



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION  
MONDIALE  
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

**CX 5/40.2**

**CL 2000/45-NMW**  
**Décembre 2000**

**AUX:** Services centraux de liaison avec le Codex  
Organisations internationales intéressées

**DU:** Secrétaire, Commission du Codex Alimentarius,  
Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires,  
FAO, Viale delle terme di Caracalla 00100 Rome (Italie)

**OBJET:** **DISTRIBUTION DU RAPPORT DE LA SEPTIEME SESSION DU COMITE DU CODEX SUR LES  
EAUX MINERALES NATURELLES (ALINORM 01/20)**

Le rapport de la septième session du Comité du Codex sur les eaux minérales sera examiné par la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt-quatrième session (Genève, 2-7 juillet 2001).

**QUESTIONS SOUMISES POUR ADOPTION A LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS A SA VINGT-QUATRIEME SESSION, A L'ETAPE 8 OU 5/8**

1. **Avant-projet de norme générale pour les eaux potables en bouteilles/conditionnées (autres que les eaux minérales) à l'étape 5/8 (ALINORM 01/20 – ANNEXE II)**

Les gouvernements et les organisations internationales intéressées qui souhaitent proposer des amendements ou formuler des observations concernant la norme mentionnée ci-dessus doivent les adresser par écrit conformément à la Procédure unique pour l'élaboration des normes Codex et textes apparentés et au Guide concernant l'examen des normes à l'étape 8 (*Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius*, onzième édition, pages 23-27) au Secrétaire de la Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome (Italie, télécopie: +39 06570 54593, courrier électronique: [Codex@fao.org](mailto:Codex@fao.org) **avant le 1<sup>er</sup> février 2001.**

2. Amendement à la norme sur les eaux minérales naturelles - Section 3.2 Teneurs maximales en certaines substances fixées pour des raisons sanitaires, à l'étape 8 (ALINORM 01/20 – ANNEXE iii)

Les gouvernements et les organisations internationales intéressées sont priés de formuler des observations sur l'amendement mentionné ci-dessus et de les adresser par écrit conformément au Guide concernant l'examen des normes à l'étape 8 (*Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius*, onzième édition, pages 23-27) au Secrétaire de la Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome (Italie, télécopie: +39 06570 54593, courrier électronique: [Codex@fao.org](mailto:Codex@fao.org) **avant le 1<sup>er</sup> février 2001.**

## RESUME ET CONCLUSIONS

**A sa septième session, le Comité du Codex sur les eaux minérale naturelles est parvenu aux conclusions ci-après:**

### QUESTIONS SOUMISES À L'ATTENTION DE LA COMMISSION

#### **Le Comité du Codex sur les eaux minérales naturelles:**

- (a) est convenu d'avancer l'ancien *Avant-projet de norme générale pour les eaux en bouteilles/conditionnées autres que les eaux minérales naturelles* à l'étape 5 de la Procédure (par. 33 et Annexe II),
  - a modifié le titre de l'avant-projet comme suit *Avant-projet de norme pour les eaux potables en bouteilles/conditionnées (autres que les eaux minérales naturelles)* et a demandé à la Commission d'examiner son adoption immédiate (par. 11),
  - a demandé à la Commission du Codex Alimentarius d'omettre les étapes 6 et 7 et d'examiner l'*Avant-projet de norme pour les eaux potables en bouteilles/conditionnées (autres que les eaux minérales naturelles)* ) pour adoption à l'étape 8 (par. 33);
- (b) est convenu d'amender les teneurs maximales en certaines substances fixées pour des raisons sanitaires figurant dans la *Norme Codex pour les eaux minérales naturelles* (CODEX STAN 108-1981, Rév.1.-1997) aux fins de conformité avec les *Directives sur la qualité des eaux de boisson* de l'OMS et de les soumettre au Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants pour approbation et à la Commission du Codex Alimentarius pour adoption (par. 35-36 et Annexe III);
- (c) est convenu de s'ajourner *sine die*, estimant qu'il avait achevé le travail que lui avait confié la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt-deuxième session (par. 39).

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION.....	1
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR .....	1
QUESTIONS SOUMISES À L'ATTENTION DU COMITÉ PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET/OU PAR D'AUTRES COMITÉS DU CODEX.....	1
PROJET DE CODE D'USAGES EN MATIÈRE D'HYGIÈNE POUR LES EAUX POTABLES EN BOUTEILLE/CONDITIONNÉES (AUTRES QUE LES EAUX MINÉRALES NATURELLES).....	1
NORME CODEX POUR LES EAUX MINÉRALES NATURELLES: TENEURS MAXIMALES EN CERTAINES SUBSTANCES FIXÉES POUR DES RAISONS SANITAIRES .....	6
AUTRES QUESTIONS ET TRAVAUX FUTURS.....	7
DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION .....	7

### LISTE DES APPENDICES ET ANNEXES

<u>Appendice I</u>	ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX .....	8
<u>Annexe I</u>	LISTE DES PARTICIPANTS .....	9
<u>Annexe II</u>	AVANT-PROJET DE NORME GÉNÉRALE POUR LES EAUX POTABLES EN BOUTEILLE/CONDITIONNÉES (AUTRES QUE LES EAUX MINÉRALES NATURELLES) .....	20
<u>Annexe III</u>	AMENDEMENT A LA SECTION 3.2 DE LA NORME CODEX POUR LES EAUX MINÉRALES NATURELLES : LIMITES POUR CERTAINES SUBSTANCES FIXÉES POUR DES RAISONS SANITAIRES .....	26

**RAPPORT DE LA SEPTIEME SESSION  
DU COMITE DU CODEX SUR LES EAUX MINERALES NATURELLES  
Fribourg (Suisse) 30 octobre -1<sup>er</sup> novembre 2000**

## **INTRODUCTION**

1. Le Comité du Codex sur les eaux minérales a tenu sa septième session à Fribourg (Suisse) du 30 octobre au 1er novembre 2000, à l'aimable invitation du Gouvernement suisse. La session a été présidée par M. Urs Klemm, président du Comité national suisse du Comité du Codex. Étaient présents 98 délégués, conseillers et observateurs de 35 Etats membres de la Commission et 8 observateurs de 5 organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales. La liste complète des participants, y compris des membres du Secrétariat, figure à l'Annexe I au présent rapport.

## **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR<sup>1</sup> (Point 1 de l'ordre du jour)**

2. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de la session, mais a modifié l'ordre chronologique des points inscrits, afin d'examiner le point 4 avant le point 3.

## **QUESTIONS SOUMISES A L'ATTENTION DU COMITE PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET/OU PAR D'AUTRES COMITES DU CODEX<sup>2</sup> (Point 2 de l'ordre du jour)**

### **TENEURS MAXIMALES EN CERTAINES SUBSTANCES FIXEES POUR DES RAISONS SANITAIRES**

3. Le Comité a pris acte que le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants (CCFAC, 31e session, 1999) avait approuvé les teneurs maximales en certaines substances pour des raisons sanitaires (Section 3.2 de la norme CODEX STAN 108-1981, Rév. 1-1997) à l'exception des teneurs concernant l'arsenic, le baryum, le manganèse et le sélénium. Le CCFAC est convenu d'aligner les concentrations pour les eaux minérales naturelles sur les directives de l'OMS concernant la qualité des eaux de boisson, 2e édition. Cependant, à sa vingt-troisième session, la Commission a noté qu'il n'existait pas de consensus concernant l'approbation de ces limites et est convenue de les renvoyer au Comité sur les eaux minérales naturelles pour examen plus approfondi avant approbation par le CCFAC. La Commission a adopté les autres limites fixées pour des raisons sanitaires<sup>3</sup>. Le Comité a noté que cette question serait examinée au titre du point 4 du présent ordre du jour.

### **PROJET DE CODE D'USAGES EN MATIERE D'HYGIENE POUR LES EAUX POTABLES EN BOUTEILLES/CONDITIONNEES (AUTRES QUE LES EAUX MINERALES NATURELLES)**

4. Le Comité a noté que le Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (CCFH, 32e session, 1999) avait avancé le projet de code à l'étape 8 de la procédure pour adoption définitive par la Commission.<sup>4</sup>

### **ETAT D'AVANCEMENT DES TEXTES DU CODEX DANS LE CADRE DE L'ACCORD OTC**

5. Le Comité a pris acte que cette question avait été examinée par le Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP, 14e session, 1999) et qu'il avait été convenu que tous les textes du Codex, y compris les normes et leurs annexes, entraient dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.<sup>5</sup> Il a été aussi noté que, aux termes de l'Accord, les pays ne sont pas tenus d'appliquer

---

<sup>1</sup> CX/NMW 00/1

<sup>2</sup> CX/NMW 00/2

<sup>3</sup> ALINORM 99/12A, par 89-92 ; ALINORM 99/37, par. 197-200.

<sup>4</sup> ALINORM 01/13, Annexe II

<sup>5</sup> ALINORM 99/33A, par. 61.

automatiquement les normes internationales mais que, lorsque des normes internationales existent ou sont sur le point d'être mises en forme finale, ils utiliseront ces normes internationales ou leurs éléments pertinents comme base de leurs normes nationales concernant les mêmes produits, sauf lorsque ces normes internationales ou ces éléments seraient inefficaces ou inappropriés.<sup>6</sup>

#### **AVANT-PROJET DE NORME GENERALE POUR LES EAUX EN BOUTEILLE/ CONDITIONNEES AUTRES QUE LES EAUX MINERALES NATURELLES A L'ETAPE 4 (Point 3 de l'ordre du jour)**

6. Le Comité a noté que, à sa dernière session, une nouvelle approche basée sur le classement des eaux en bouteille/conditionnées en deux grandes catégories avait été soutenue par le Comité (ALINORM 99/20, par. 6). Depuis la dernière session, plusieurs délégations, menées par le Canada, s'étaient efforcées de résoudre une grande partie des questions restant en suspens dans l'avant-projet de norme conformément à cette nouvelle approche. Le Comité est convenu d'utiliser le texte annoté de l'Avant-projet de norme (CX/NMW 00/3) comme base de discussion, compte tenu le cas échéant des sections révisées distribuées au cours de la présente session, notamment le document de séance n° 7, élaboré par la délégation canadienne.

7. En approuvant la nouvelle démarche, le Comité a noté qu'il convenait de supprimer un grand nombre de définitions détaillées relatives aux différents types d'eaux en bouteille/conditionnées figurant dans la norme et d'utiliser des dispositions d'étiquetage révisées afin de laisser, au niveau national, la souplesse nécessaire en matière de dénomination des différents types d'eau. Il a été noté qu'il s'agissait d'une solution de compromis reposant sur l'approche adoptée précédemment dans l'avant-projet de norme et sur les opinions et observations formulées par de nombreux pays.

8. La délégation des Etats-Unis a rappelé que les normes Codex avaient pour objet de protéger la santé des consommateurs et d'assurer la loyauté des pratiques dans le commerce des produits alimentaires. La délégation a ajouté que des définitions spécifiques seraient particulièrement utiles pour la protection des consommateurs et pour éviter toute confusion et tromperie. Cependant, la délégation a déclaré que, compte tenu des traditions culturelles et des pratiques commerciales courantes, elle pourrait accepter le compromis présent.

9. La délégation japonaise a appuyé pleinement la position des Etats-Unis et a déclaré qu'elle aurait préféré que soit incluse dans la norme une définition spécifique de "l'eau minérale", mais qu'elle était prête également à accepter le compromis proposé.

10. La délégation française, s'exprimant au nom de Etats membres de l'Union européenne, a fait observer que la proposition avait pour objectif d'assurer le libre mouvement des produits qui sont conformes aux dispositions en matière de sécurité, de protection des consommateurs et de loyauté des pratiques dans le commerce des produits alimentaires, et que le compromis proposé était également acceptable pour ces délégations.

---

<sup>6</sup> Accord sur les obstacles techniques au commerce, Article 2.4.

<sup>7</sup> ALINORM 99/20, ANNEXE II; CL 1998/44-NMW; CX/NMW 00/3 (Observations de l'Australie, Brésil, Canada, Cuba, Danemark, Japon, Singapour, Espagne, Thaïlande, Etats-Unis, International Soft Drink Council, Groupement International des Sources d'Eaux Minérales Naturelles et des Eaux de Sources) ; CX/NMW 00/3 Addendum (Canada) ; CX/NMW 003-Addendum 1 (Observations de l'Argentine, Italie, International Bottles Waters Association) ; CX/NMW 00/3-Addendum 2 (Observations de la Communauté européenne) ; CRD 2 (Observations du Canada) ; CRD 3 (Observations de l'OMS) ; CRD 5 (Observations de l'Inde) ; CRD 6 (Observations des Philippines) ; CRD 7 (Canada – texte révisé de l'Avant-projet de norme tenant compte des observations précédentes).

## **TITRE DE LA NORME**

11. Le Comité a noté les propositions visant à simplifier le titre de la norme, par la suppression des termes “en bouteilles” et “autres que les eaux minérales naturelles”. Le Comité a aussi noté que le CCFH avait terminé ses travaux sur le “Projet de code d’usages en matière d’hygiène pour les eaux potables en bouteilles/conditionnées (autres que les eaux minérales naturelles)” et plusieurs délégations ont estimé qu’il importait de conserver le terme “potables”. Certaines délégations ont fait remarquer que l’expression “eau potable” était fréquemment utilisée dans les textes officiels pour désigner une gamme d’eaux beaucoup plus étendue que celle visée par la norme. Le Comité a décidé que, pour des raisons de cohérence, le titre devait être aligné sur celui du Code d’usages en matière d’hygiène.

### **1. CHAMP D’APPLICATION**

12. Le Comité est convenu de faire référence à l’utilisation des produits visés par la norme comme “eau de boisson” et de faire une référence directe aux eaux “conditionnées/en bouteille” propres à la consommation humaine. Il a été noté que le champ d’application sous sa forme actuelle mentionnait les récipients proposés comme tels au consommateur ou à des fins de restauration. Il a été aussi noté que le champ d’application tenait compte de l’usage possible des eaux conditionnées/en bouteille à des fins autres que la boisson, par exemple la cuisson ou la préparation d’aliments pour nourrissons.

### **2. DESCRIPTION<sup>8</sup>**

#### **2.1 Eaux conditionnées**

13. Il a été convenu de supprimer le terme “ajoutés” (sucres ajoutés, édulcorants, etc.) et d’étendre l’exclusion à toutes les “denrées alimentaires”.

##### **2.1.1 Eaux définies par leur origine**

14. Le Comité a approuvé la répartition de principe des eaux conditionnées/en bouteille selon deux types principaux: eaux définies par leur origine et eaux préparées. Il a été convenu que la définition: “eaux définies par leur origine” désignerait toutes les eaux provenant de ressources d’environnement particulier et commercialisées comme tel, y compris les eaux souterraines et les eaux de surface (y compris l’eau de pluie) sous réserve de conformité aux dispositions de la norme.

##### **2.1.2 Eaux préparées**

15. Le Comité est convenu que les “eaux préparées” comprenaient toutes les eaux conditionnées/en bouteille non conformes aux dispositions établies pour les eaux définies par leur origine, et notamment “l’eau purifiée”, comme l’a fait observer la délégation indienne. Le Comité est convenu de préciser qu’elles peuvent provenir de tout type d’approvisionnement en eau.

### **3. FACTEURS ESSENTIELS DE COMPOSITION ET DE QUALITE**

#### **3.1 Modification et manutention des eaux conditionnées**

16. Le Comité est convenu que les traitements antimicrobiens pour les eaux définies par leur origine ne devraient être utilisés que dans le but d’en conserver la sécurité sanitaire initiale et a amendé le texte de la sous-section 3.1.1.2 en conséquence.

---

<sup>8</sup> Les numéros de paragraphe renvoient au texte de l’avant-projet de norme présenté à l’annexe II du présent rapport.

### **3.2 Qualité chimique et radiologique des eaux conditionnées**

17. Le Comité est convenu que la norme devrait satisfaire aux dispositions relatives à la santé figurant dans les plus récentes *Directives de qualité pour les eaux de boisson* publiées par l'OMS. Il est convenu qu'il n'était pas nécessaire de se référer aux recommandations autres que les dispositions relatives à la santé énoncées dans les directives de l'OMS.

18. Le Comité est convenu de supprimer la référence à l'addition "d'autres substances" dans la section 3.2.2 et a mentionné l'addition possible de sels minéraux, conformément à la Norme générale Codex pour les additifs alimentaires et/ou aux Principes généraux sur l'adjonction d'éléments nutritifs essentiels aux aliments (dans ce dernier cas, lorsque ces adjonctions sont faites à des fins nutritionnelles).

## **4. HYGIENE**

### **4.1 Code d'usages**

19. Il a été noté que le projet de Code d'usages en matière d'hygiène pour les eaux potables en bouteille/conditionnées (autres que les eaux minérales) contenait des dispositions relatives au conditionnement se référant au Code d'usages international recommandé – Principes généraux d'hygiène alimentaire. Le Comité est convenu de conserver les références au conditionnement dans cette sous-section et de supprimer la section distincte réservée au conditionnement dans l'avant-projet de norme.

### **4.2 Approbation et inspection de la source pour les eaux définies par leur origine.**

20. Il a été convenu que les normes microbiologiques auxquelles les eaux de source doivent se conformer seraient les dispositions énoncées dans les directives de l'OMS pour la qualité des eaux de boisson, et le projet de texte a été modifié en conséquence.

## **CONDITIONNEMENT**

21. Comme noté plus haut, cette section a été supprimée, les dispositions concernées étant incluses dans le Code d'usages mentionné à la section 4 – Hygiène.

## **5. ETIQUETAGE (ANCIENNE SECTION 6)**

### **5.1 Nom du produit**

22. Tous les paragraphes traitant de l'étiquetage des eaux définies par leur origine ont été regroupés. En outre, le Comité a ajouté un nouveau paragraphe traitant de la possibilité de mélanger des eaux d'origines différentes, auquel cas l'origine de chaque eau devrait être déclarée.

23. En ce qui concerne les eaux non gazéifiées, le Comité est convenu d'élargir les exemples de termes utilisés pour décrire ces produits dans la version anglaise de la norme.

### **5.2 Autres dispositions**

#### ***Composition chimique***

24. Le Comité a eu une brève discussion sur l'établissement d'une teneur totale minimale en solides dissous, comme proposé par la délégation indienne, en rapport avec la déclaration de ceux-ci sur le conditionnement. Il a été noté que les directives de l'OMS ne contenaient pas de limites recommandées, supérieures ou inférieures, pour la teneur totale en solides dissous et que les eaux distillées ou déminéralisées étaient commercialisées dans certains pays, comme l'a fait observer la délégation des Etats-

Unis. Il a été noté qu'il était déconseillé d'utiliser l'eau distillée ou déminéralisée comme unique source d'eau dans le régime alimentaire.

### ***Fluorure***

25. Le Comité a demandé au Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU) et au Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) de déterminer les critères concernant la teneur en fluorure appropriée des eaux conditionnées pour l'hygiène dentaire et/ou les critères à retenir pour une déclaration obligatoire et les allégations autorisées.

### ***Emplacement géographique***

26. Le Comité a eu une longue discussion sur les dispositions relatives à la dénomination de l'origine géographique des eaux définies par leur origine. Compte tenu de la diversité des usages culturels et traditionnels dans ce domaine, le Comité a approuvé un texte de compromis élaboré par un groupe de travail, qui renvoyait la question aux autorités nationales compétentes conformément à la législation applicable.

27. Au cours de la discussion, une question a été soulevée sur l'applicabilité de la norme aux produits destinés à l'exportation. Il a été noté que, selon les Principes généraux du Codex Alimentarius<sup>9</sup> les normes Codex devaient s'appliquer au point d'importation et à la production intérieure: les produits destinés à l'exportation doivent en principe, être conformes aux dispositions du pays importateur.

### ***Eau préparée provenant d'un système de distribution d'eau***

28. Le Comité a simplifié le projet de texte et supprimé la référence aux limites quantitatives des modifications à la teneur totale en solides dissous, tout en conservant le sens initial de la proposition.

### ***Traitements***

29. Plusieurs délégations se sont interrogées sur la déclaration obligatoire des traitements désinfectants et le Comité a pris note de la diversité des pratiques culturelles et traditionnelles suivies dans les Etats membres à cet égard. Plusieurs délégations ont fait observer que cette question ne concernait que les eaux définies par leur source, car en principe les eaux préparées ont été traitées. Il a été convenu d'adopter le même compromis que dans le cas de la déclaration d'origine géographique.

## **5.3 Interdictions**

30. Les dispositions de cette section ont été alignées sur celles de la norme Codex sur les eaux minérales naturelles (CODEX STAN 108-1981, Rév.1-1997).

### ***Eaux utilisées dans les aliments et les préparations pour nourrissons***

31. Le Comité a noté les propositions visant à insérer des dispositions régissant les déclarations sur l'acceptabilité des eaux conditionnées utilisées pour les aliments et préparations pour nourrissons. Il a été noté qu'il s'agissait d'une question d'ordre général qui avait des implications pour les exigences de qualité et de sécurité sanitaire de tous les types d'eau. Le Comité a donc demandé au CCNFSDU d'examiner cette question en collaboration avec le CCFH et le CCFL comme il convient, afin d'établir des directives sur les critères de qualité et de sécurité sanitaire et sur les dispositions d'étiquetage. Cette question étant considérée

---

<sup>9</sup> Manuel de procédure, onzième édition., 2000, p. 31 *et seq.*

d'ordre général, le Comité a estimé que ces directives devraient être établies dans le cadre des normes et des codes d'usages Codex pour les aliments pour nourrissons et enfants en bas âge.

## **6. METHODES D'ANALYSE ET D'ECHANTILLONNAGE (ANCIENNE SECTION 7)**

32. Le Comité est convenu de suivre la formulation adoptée dans la norme Codex pour les eaux minérales naturelles et de faire référence au Volume 13 du *Codex Alimentarius*. La délégation hongroise a noté que le Comité technique ISO 147 avait établi une liste complète des méthodes se rapportant à la définition des termes, à l'échantillonnage des eaux, à la mesure et à la communication des caractéristiques de l'eau. La délégation brésilienne a noté que les directives de l'OMS sur l'eau de boisson étaient difficiles à interpréter lorsqu'il s'agissait d'appliquer aux produits visés par la norme les dispositions concernant l'échantillonnage et la détermination des bactéries coliformes totales dans l'eau traitée dans un système de distribution.

### **ETAT D'AVANCEMENT DE L'AVANT-PROJET DE NORME POUR LES EAUX CONDITIONNEES (EN BOUTEILLE) AUTRES QUE LES EAUX MINERALES NATURELLES**

33. Le Comité a pris acte de l'esprit de compromis dans lequel le texte révisé de l'avant-projet de norme avait été élaboré et du consensus qui s'était dégagé sur toutes les questions en suspens. Il est donc convenu d'avancer le texte à l'étape 5 de la procédure et de demander à la Commission d'omettre les étapes 6 et 7 et d'examiner le texte pour adoption à l'**étape 8**. Il a été noté que certaines sections des textes n'avaient pas encore été approuvées par les Comités du Codex pertinents. Le Comité a exprimé ses remerciements à la délégation canadienne pour le travail accompli qui avait permis au Comité de parvenir à une conclusion aussi satisfaisante.

34. Le texte complet de l'avant-projet révisé de norme figure à l'annexe II du présent rapport<sup>10</sup>.

### **NORME CODEX POUR LES EAUX MINERALES NATURELLES: TENEURS MAXIMALES EN CERTAINES SUBSTANCES FIXEES POUR DES RAISONS SANITAIRES<sup>11</sup> (Point 4 de l'ordre du jour)**

35. Le Comité a pris acte que la Commission, à sa vingt-troisième session, avait adopté la section 3.2 de la norme: "Limites fixées pour certaines substance pour des raisons sanitaires" à l'exception de celles concernant l'arsenic, le baryum, le manganèse et le sélénium et avait demandé au Comité d'examiner à nouveau les limites concernant ces substances avant de les transmettre au CCFAC pour approbation (voir par. 3 ci-dessus)

36. La délégation américaine a fait savoir qu'une teneur maximale de 0,005mg/l pour l'arsenic entrerait probablement en vigueur aux Etats-Unis dans un avenir proche. Toutes les délégations qui se sont exprimées ont appuyé l'insertion de concentrations conformes aux directives de l'OMS sur la qualité des eaux de boisson, deuxième édition, 1993.

### **ETAT D'AVANCEMENT DE LA NORME CODEX REVISEE POUR LES EAUX MINERALES NATURELLES**

37. Le Comité est convenu de modifier les concentrations figurant dans la norme aux fins de conformité avec les directives de l'OMS et de les soumettre au CCFAC pour approbation et à la Commission pour adoption. Les concentrations modifiées figurent à l'annexe III au présent rapport.

---

<sup>10</sup> Au moment de l'adoption du rapport, seule la version anglaise de l'Annexe II a été adoptée.

<sup>11</sup> CX/NMW 004; CRD 1 (Observations de la Thaïlande); CRD 3 (Observations de l'OMS)

**AUTRES QUESTIONS ET TRAVAUX FUTURS (Point 5 de l'ordre du jour)**

38. Aucune autre question n'a été soumise à la discussion. Le Comité n'a pas prévu de travaux futurs.

**DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 6 de l'ordre du jour)**

39. Le Comité, estimant qu'il avait achevé le travail que lui avait confié la Commission à sa vingt-deuxième session, est convenu de s'ajourner *sine die*.

**Appendice 1**

**ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX**

<b>Objet</b>	<b>Étape</b>	<b>Suite à donner par:</b>	<b>Document de référence (ALINORM 01/20)</b>
Avant-projet de Norme générale pour les eaux en bouteille/conditionnées (autres que les eaux minérales naturelles)	5/8	Vingt-quatrième session de la Commission du Codex Alimentarius	par. 33 et Annexe II
Amendement à la Norme Codex pour les eaux minérales naturelles: limites fixées pour des raisons sanitaires	Amendement pour adoption	Vingt-quatrième session de la Commission du Codex Alimentarius	par. 37 et Annexe III

**LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS  
LISTA DE PARTICIPANTES**

**CHAIRPERSON/PRESIDENT/PRESIDENTE**

Urs Klemm, Dr. phil. II  
Chairman, Swiss National Codex Committee  
Swiss Federal Office of Public Health  
3003 Berne

**Phone:** +41 31 322 95 03

**Fax:** +41 31 322 95 74

**Email:** urs.klemm@bag.admin.ch

**ASSISTANT TO THE CHAIRPERSON/ASSISTANTE DU PRESIDENT/ASSISTENTE AL PRESIDENTE**

Eva Zbinden Kaessner, Attorney  
Head International Standards  
Swiss Federal Office of Public Health  
3003 Berne

**Phone:** +41 31 322 95 72

**Fax:** +41 31 322 95 74

**Email:** eva.zbinden@bag.admin.ch

**SECRETARIAT/SECRETARIAT/SECRETARIA**

Awilo Ochieng Pernet, lic. in law  
Codex Alimentarius  
International Standards Unit  
Swiss Federal Office of Public Health  
3003 Berne

**Phone:** +41 31 322 00 41

**Fax:** +41 31 322 95 74

**Email:** awilo.ochieng@bag.admin.ch

**TECHNICAL ADVISOR/CONSEILLER TECHNIQUE/CONSEJO TECNICO**

Erwin Tremp  
Eisengasse 7N  
3065 Bolligen  
**Phone:** +41 31 921 04 95

**Heads of Delegation are listed first.  
Les chefs de délégation figurent en tête.  
Figuran en primar lugar los Jefes de las delegaciones..**

**MEMBER COUNTRIES**  
**PAYS MEMBRES**  
**PAISES MEMBROS**

**ARGENTINA**  
**ARGENTINE**

M. Juan José Echegoyen  
Ministre  
Consulado General de la Republica Argentina  
8002 Zurich

**Phone:** 41 1 284 20 50

**Fax:**

**Email:**

**AUSTRALIA**  
**AUSTRALIE**

Dr Simon Brooke-Taylor  
Program Manager  
Product Standards  
Australia New Zealand Food Authority  
PO Box 7186  
Canberra Mail Centre  
ACT 2610, Australia

**Phone:** 61 2 6271 2225

**Fax:** 61 2 6271 2278

**Email:** [simon.brooke-taylor@anzfa.gov.au](mailto:simon.brooke-taylor@anzfa.gov.au)

**AUSTRIA**  
**AUTRICHE**  
**AUSTRIA**

Mag. Dieter Jenewein  
Director  
c/o Ministry for Socialsecurity and Generations  
Bundesanstalt für Lebensmitteluntersuchungen  
Technikerstrasse 70  
A. 6020 Innsbruck

**Phone:** 43 512 22440 -0

**Fax:** 43 51222440-15

**Email:** [dieter.jenewein@ibk.balu.gv.at](mailto:dieter.jenewein@ibk.balu.gv.at)

**BELGIUM**  
**BELGIQUE**  
**BELGICA**

Mr Charles Crémer  
Directeur  
Ministère de la santé  
Inspection des denrées alimentaires  
C.A.E. – Esplanade 11  
1010 Bruxelles

**Phone:** +32 2 210 63 88

**Fax:** +32 2 210 48 16

**Email:** [Charles.Cremer@health.fgov.be](mailto:Charles.Cremer@health.fgov.be)

Mme Karine Lambert  
Secrétaire Générale  
FIEB  
51/5, ave du Général de Gaulle, bte 5  
1050 Bruxelles

**Phone:** +32 2 649 12 86

**Fax:** +32 2 646 13 39

**Email:** [k.lambert@fieb.be](mailto:k.lambert@fieb.be)

Mr José Bontemps  
Conseiller scientifique  
SPADEL  
Rue Colonel Bourg, 103  
1030 Bruxelles

**Phone:** +32 2 702 38 11

**Fax:** +32 2 702 38 12

**Email:** [j.bontemps@spawater.com](mailto:j.bontemps@spawater.com)

**BENIN**  
**BENIN**  
**BENIN**

M. Aristide Sagbohan  
Medecin Nutritionniste  
Dirécteur de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée  
Ministère du Développement rural  
BP295  
Porto Novo

**Phone:** +229 21 26 70

**Fax:** +229 21 39 63

**Email:** [danamdr@leland.bj](mailto:danamdr@leland.bj)

M. Yessoufou Alamon  
Administrateur  
Chef du Service Qualité, Analyses et Législation  
Alimentaires  
Ministère du Développement rural  
BP 295  
Porto Novo

**Phone:** +229 21 26 70 / 22 58 61

**Fax:** +229 21 39 61

**Email:**

**BRAZIL**  
**BRESIL**  
**BRASIL**

Emanuel Teixeira Queiroz  
Coordinator de la Directoria de Fiscalización Mineral  
Departamento Nacional de Produção Mineral  
Ministerio de Minas e Energia  
San Quadra 09 Bloco « B »  
CEP 70040-200  
Brasilia

**Phone:** +55 61 322 1762

**Fax:** +55 61 225 1955

**Email:** [emanuel@dnfm.gov.br](mailto:emanuel@dnfm.gov.br)

Carlos Alberto Lancia  
President  
Associação Brasileira de Aguas Minerales  
Av. Brigadeiro Faria Lima 1478  
CJ 203 CEP 01451-913  
São Paulo  
**Phone:** +5511 3816 0484  
**Fax:** +5511 814 3296  
**Email:** [lancia@ecosfera.com.br](mailto:lancia@ecosfera.com.br)

Prof. Dr. Petra Sanchez Sanchez  
Microbiologist  
ABINAM/Public Health/University Mackenzie  
Scientific Department  
Rua Jesuino Arruda 574  
CEP 04532 921  
São Paulo  
**Phone:** +55 11 3079 1840  
**Fax:** +55 11 3167 5432  
**Email:** [petrasanchez@mackenzie.com.br](mailto:petrasanchez@mackenzie.com.br)

**CAMEROON**  
**CAMEROUN**  
**CAMERUN**

Mme Marie Madeleine Cocovi Nguidjoi (no registration sheet)  
Sous-Directeur du Commerce Extérieur  
Ministère du Développement Industriel et Commercial  
Yaoundé, République du Cameroun  
**Phone:**  
**Fax:** +237 22 27 04  
**Email:**

**CANADA**  
**CANADA**

Ms Claudette Dalpé  
Head of Delegation  
Associate Director  
Food Regulatory Program  
Bureau of Food Regulatory, International and Interagency Affairs  
Food Directorate  
Health Products and Food Branch, Health Canada  
Ottawa, Ontario  
K1A 0L2 Locator (0702C1)  
**Phone:** +1 613 957 1750  
**Fax:** +1 613 941 3537  
**Email:** [claudette\\_dalpe@hc-sc.gc.ca](mailto:claudette_dalpe@hc-sc.gc.ca)

Ms Luisa Crapigna  
Policy and Legislation Officer  
Canadian Food Inspection Agency  
59 Camelot Drive  
Nepean, Ontario KIA 0Y9  
K1A 0Y9  
**Phone:** +1 613 225 2342 ext. 3791  
**Fax:** +1 613 228 6611  
**Email:** [lcrapigna@em.agr.ca](mailto:lcrapigna@em.agr.ca)

M. Michel Lavallée  
chimiste  
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec  
5199, rue Sherbrooke, est  
Suite 4701  
Montréal, Québec H1T 3X3  
**Phone:** +1 514 873 8878 - Poste 307  
**Fax:** +1 514 873 8372  
**Email:** [michel.lavallee@menv.gouv.qc.ca](mailto:michel.lavallee@menv.gouv.qc.ca)

Ms Elizabeth Griswold  
Executive Director  
Canadian Bottled Water Association  
70 East Beaver Creek Road  
Suite 203-1  
Richmond Hill, Ontario  
L4B 3B2  
**Phone:** +1 905 886 6928  
**Fax:** +1 905 886 9531  
**Email:** [ecgriswood@aol.com](mailto:ecgriswood@aol.com)

Ms Anita Jarjour  
Directeur, Affaires publiques  
Les Eaux Danone d'Amérique du Nord  
2550 boul. Daniel-Johnson #400  
Laval, Québec  
Canada H7T 2L1  
**Phone:** +1 450 680 1100  
**Fax:** +1 450 680 1200  
**Email:** [anita.jarjour@dibna.com](mailto:anita.jarjour@dibna.com)

**CHINA**  
**CHINE**

Dr. Tian Tingshan  
Division Director  
Ministry of Land and Resources China  
37. Guan Ying Yuan  
Xicheng, 100035  
Beijing  
**Phone:** +86 10 66127233  
**Fax:** +86 10 66127229  
**Email:** [tstian@mail.mlr.gov.cn](mailto:tstian@mail.mlr.gov.cn)

**CZECH REPUBLIC**  
**REPUBLIQUE TCHEQUE**  
**REPUBLICA CHECA**

Dr. Borivoj Havlík  
Senior Adviser  
Ministry of Health of the Czech Republic  
Palackého nám. 4  
Praha 2, 128 00  
**Phone:** +420 2 2497 2427  
**Fax:** +420 2 2491 5996 (or 6007)  
**Email:** havlik@mzcr.cz

**DENMARK**  
**DANEMARK**  
**DINAMARCA**

Ms Marianne Treumer Andersen  
Legal Adviser  
Ministry of Food, Agriculture and Fisheries  
Danish Veterinary and Food Administration  
Moerkhoej Bygade 19  
DK-2860 Soeborg  
**Phone:** +45 33 95 60 00  
**Fax:** +45 33 95 60 01  
**Email:** mta@fdir.dk

Ms Mariane Furbo  
M. Sc. Food Technology, Scientific Regulatory Affairs  
The Danish Brewers' Association and  
The Danish Soft Drinks Association  
Frederiksberggade 11, 2. sal  
DK-1459 Copenhagen K  
**Phone:** +45 33 12 62 41  
**Fax:** +45 33 14 25 13  
**Email:** mf@bryggeriforeningen.dk

**EGYPT**  
**EGYPTE**  
**EGIPTO**

Dr. Mohamed Khalifa  
Agricultural Councilor  
Embassy of the Arab Republic of Egypt  
Via Salaria 267 (Villa Savoia)  
00199 Rome, Italy  
**Phone:** 39 06 8548956  
**Fax:** 39 06 8542663  
**Email:** agric.off.emb.egypt@ntt.it

**FINLAND**  
**FINLANDE**  
**FINLANDIA**

Ms Hilpi Jenu  
Planning Officer  
National Food Administration  
P.O. Box 5  
FIN-00531 Helsinki  
**Phone:** +358 9 77267625  
**Fax:** +358 9 77267666  
**Email:** hilpi.jenu@nfa.fi

**FRANCE**  
**FRANCIA**

M. Bernard André  
Ministère de l'Economie, des Finances et  
de l'Industrie  
59, boulevard Vincent Auriol  
75703 Paris Cedex 13  
**Phone:** +33 1 44 97 32 01  
**Fax:** +33 1 44 97 48 13  
**Email:** [bernard.andre@dgccrf.finances.gouv.fr](mailto:bernard.andre@dgccrf.finances.gouv.fr)

Mme Roseline Lecourt  
Ministère de l'économie, des finances  
et de l'industrie  
59 Bld Vincent Auriol  
75703 Paris Cedex 13  
**Phone:** +33 1 44 97 34 70  
**Fax:** +33 1 44 97 30 37  
**Email:** [lecourt.roseline@dgccrf.finances.gouv.fr](mailto:lecourt.roseline@dgccrf.finances.gouv.fr)

Mme Dominique Delaunay  
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche  
3, rue Barbet de Jouy  
75007 Paris  
**Phone:** +33 1 49 55 55 95  
**Fax:** +33 1 49 55 50 75  
**Email:** [dominique.delaunay@agriculture.gouv.fr](mailto:dominique.delaunay@agriculture.gouv.fr)

M. Vincent Ducasse  
Directeur de la réglementation et du développement  
scientifique  
Pole expertise eau  
Danone  
7, rue de Téhéran  
75008 Paris  
**Phone:** +33 1 44 35 26 24  
**Fax:** +33 1 44 35 24 27  
**Email:** [vducasse@groupe.danone.com](mailto:vducasse@groupe.danone.com)

M. Georges Popoff  
AFSSA  
Direction de l'évaluation des risques  
nutritionnels et sanitaires  
23, avenue du Général de Gaulle  
BP 19  
94701 Maisons-Alfort Cedex  
**Phone:** +33 1 49 77 38 03  
**Fax:** +33 1 49 77 38 91  
**Email:** [g.popoff@afssa.fr](mailto:g.popoff@afssa.fr)

**GERMANY**  
**ALLEMAGNE**  
**ALEMANIA**

Dr. Karl-Wolfgang Evers  
Ministerialrat  
Bundesministerium für Gesundheit  
Am Propsthof 78a  
D-53121 Bonn  
**Phone:** +49 228 941-4160  
**Fax:** +49 228 941-4967  
**Email:** [evers@bmg.bund.de](mailto:evers@bmg.bund.de)

Dr. Alice Stelz  
Hessischer Sozialministerium  
Dostojewskistrasse 4  
65187 Wiesbaden  
**Phone:** +49 611 817 33 43  
**Fax:** +49 611 890 84 50  
**Email:** [a.becht@hsm.hessen.de](mailto:a.becht@hsm.hessen.de)

Dr. Arno Dopychai  
Adviser  
Verband Deutscher Mineralbrunnen e.V.  
Kennedyallee 28  
D-53175 Bonn  
**Phone:** +49 228 95 99 00  
**Fax:** +49 228 95 99 023  
**Email:** [vdm.bonn@t-online.de](mailto:vdm.bonn@t-online.de)

Prof. Dr. Horst Kussmaul  
Adviser  
Institut Fresenius  
Chemisches und Biologisches Laboratorium GmbH  
Im Maisel 14  
65220 Taunusstein  
**Phone:** +49 6128 74 44 55  
**Fax:** +49 6128 74 48 90  
**Email:** [kussmaul@rud.fresenius.com](mailto:kussmaul@rud.fresenius.com)

Dr. Rolph Langlais  
Director, Scientific and Regulatory Affairs  
Coca-Cola GmbH  
Frankenstrasse 348  
D-45133 Essen,  
**Phone:** +49 201 8211361  
**Fax:** +49 201 8211773  
**Email:** [dlanglais@eur.ko.com](mailto:dlanglais@eur.ko.com)

Mr Andreas W. Adelberger  
Executive Director  
Aktionsgruppe Babynahrung e.V. (AGB)  
Untere Masch Strasse 21  
D-37073 Goettingen  
**Phone:** +49 551 531034  
**Fax:** +49 551 531035  
**Email:** [actionbabyfood@oln.comlink.apc.org](mailto:actionbabyfood@oln.comlink.apc.org)

**HUNGARY**  
**HONGRIE**  
**HUNGRIA**

Mr Béla Borszéki  
President of the Hungarian National Codex Committee  
on Natural Mineral Water  
Ministry of Agriculture  
Wesselényi u. 28  
H-1075 Budapest  
**Phone:** +36 1 267 88 07  
**Fax:** +36 1 352 85 35  
**Email:** [borszeki@matavnet.hu](mailto:borszeki@matavnet.hu)

Ms. Anikó Barkász  
Marketing manager  
APENTA Mineral Water and Softdrink Lmtl.  
Örmezei u. 33  
H-1112 Budapest  
**Phone:** +36 1 310 38 04  
**Fax:** +36 1 310 30 80  
**Email:** [apenta@matavnet.hu](mailto:apenta@matavnet.hu)

Mr Mihály Csanádi  
Head of Department  
National Institute of Environmental Health  
P.O. Box 26  
H-1450-Budapest  
**Phone:** +36 1 476 1173  
**Fax:** +36 1 215 0148  
**Email:** [csanady@okil.joboki.hu](mailto:csanady@okil.joboki.hu)

Mr Attila Korcsog  
Quality Assurance Manager  
KÉKKÚTI Mineral Water Plc.  
H-8254 Kékkút.  
**Phone:** +36 87 563 200  
**Fax:** +36 87 563 212  
**Email:** [hydrogeo@kekcuti.hu](mailto:hydrogeo@kekcuti.hu)

Mr Dániel Takács  
Mineral Water Director  
Pepsi-Cola General Bottlers Intl.  
Margitsziget.....  
H-1149 Budapest  
**Phone:** +36 1 237 1973  
**Fax:** +36 1 359 6866  
**Email:** [daniel.takacs@pcgb.intc.com](mailto:daniel.takacs@pcgb.intc.com)

**INDIA**

**INDE**

Mr Kumar Tuhin  
First Secretary  
Permanent Mission of India to the United Nations  
Offices  
9, rue du Valais  
1202 Genève

**Phone:** + 41 22 906 86 86  
**Fax:** + 41 22 906 86 96

Mr Ashish Sethi  
Director  
Parle-Bisleri Ltd  
60, Shivaji Marg.  
Delhi India

**Phone:** +91 11 543 55 34  
**Fax:** +91 11 544 21 91  
**Email:** bisleri@del3.vsnl.net.in

**INDONESIA**

**INDONESIE**

Raymond Chaspuri  
Quality Assurance Director  
PT. Aqua Golden Mississippi  
JL. Pulo Lentut 3  
Jakarta 13920

**Phone:** + 62 21 460 30 70  
**Fax:** + 62 21 460 91 77  
**Email:** -

Santoso Rahardjo  
Director  
PT. Indodrinks  
JL. Tanah Abang II/13  
Jakarta 10160

**Phone:** + 62 21 384 92 60  
**Fax:** + 62 21 344 08 59  
**Email:** -

**ITALY**

**ITALIE**

**ITALIA**

Drssa Brunella Lo Turco  
Segretario Generale Comitato Nazionale Codex  
Ministero delle Politiche Agricole  
Via Sallustiana 10  
00187 Rome

**Phone:** +39 06 488 02 73  
**Fax:** +39 06 488 02 73  
**Email:** [blturco@tiscalinet.it](mailto:blturco@tiscalinet.it)

Dr. Pierangelo Grippo  
Comitato Italiano Codex  
Ministero Agricoltura-Gruppo acque minerali  
Via delle Tre Madonne 12  
00197 Rome

**Phone:** +39 06 807 99 50  
**Fax:** +39 06 707 99 46  
**Email:** [pigrippo@tin.it](mailto:pigrippo@tin.it)

Dr. Nicola Sarti  
Ministero della Sanità  
dipartimento Prevenzione  
Via di Sierra Nevada 60  
00144 Roma

**Phone:** +39 06 599 44 208  
**Fax:** +39 06 599 44 110  
**Email:** -

**JAPAN**

**JAPON**

**JAPON**

Mr Akihiko Tokuhara  
Beverage Section Chief, Groceries, Oils & Fats Division  
Japanese Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-2-1 Kasumigaseki Chiyoda-ku  
Tokyo 100-8950

**Phone:** +81 3 3501 3815  
**Fax:** +81 3 3502 0614  
**Email:** [akihiko.tokuhara@nm.maff.go.jp](mailto:akihiko.tokuhara@nm.maff.go.jp)

Ms Noriko Matsunami  
Planning Section Chief , Groceries, Oils & Fats Division  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-2-1 Kasumigaseki Chiyoda-ku  
Tokyo 100-8950

**Phone:** +81 3 3501 3815  
**Fax:** +81 3 3502 0614  
**Email:** [noriko.matsunami@nm.maff.go.jp](mailto:noriko.matsunami@nm.maff.go.jp)

Mr Yoshihiro Ohno  
Technical Adviser  
Japanese National Association of Food Industry  
Nihonbashi-Muromachi  
3-3-3, Chuo Urard  
Tokyo 100 8950

**Phone:** +81 3 3270 7300  
**Fax:** +81 3 3270 7306  
**Email:** [y.ono@j-sda.or.jp](mailto:y.ono@j-sda.or.jp)

Dr Shuji Iwata  
Technical Advisor  
Japanese National Association of Food Industry  
1-2-3 Motoakasaka  
Minato-Ku  
Tokyo 107-8430

**Phone:** +81 3 3470 1170  
**Fax:** +81 3 3470 6631  
**Email:** [shuji\\_iwata@suntory.co.jp](mailto:shuji_iwata@suntory.co.jp)

**MOROCCO**

**MAROC**

**MARRUECOS**

M. Mustapha Katifa  
Ingénieur d'état  
Laboratoire Officiel d'Analyses et de Recherches  
Chimiques  
Ministère de l'Agriculture, du Développement rural  
et des Eaux et Forêts  
25, Rue Nicuakka Rahal Sasa'  
Casablanca

**Phone:** + 212 3 30 21 96 (98)

**Fax:** + 212 3 30 19 72

**Email:** loarc@casanet.net.ma

**MOZAMBIQUE**

Ms Maria Nivalda Lázaro  
Ministry of Health  
National Laboratory of Food and Water  
4<sup>th</sup> Floor, Av. Eduardo Mondlane/Salvador Allende  
P.O. Box 264

Maputo, Republic of Mozambique

**Phone:** +258 1 425 178

**Fax:** +258 1 307 419

**Email:** angela@lnhaa.uem.mz

**NETHERLANDS**

**PAYS-BAS**

**PAISES BAJOS**

Mr Joris Francken  
Senior Policy Officer  
Ministry of Health, Welfare and Sports  
Parnassusplein 3  
2500 EJ Den Haag

**Phone:** +31 70 340 6848

**Fax:** +31 70 340 55 54

**Email:** jm.francken@minvws.nl

Mr Jouke Schat

NFI

P.O. Box 26155

3002 ED Rotterdam

**Phone:** +31 10 477 4033

**Fax:** +31 10 425 9025

**Email:** j.j.schat@bbm.nl

**NORWAY**

**NORVEGE**

**NORUEGA**

Mr Paul Skjaker  
Adviser  
Food Law and International Affairs  
Food Hygiene & Drinking Water  
Norwegian Food Control Authority  
P.O. Box 8187 Dep  
N-0034 Oslo

**Phone:** +47 2 224 66 50

**Fax:** +47 2 224 66 99

**Email:** psk@snt.no

**POLAND**

**POLOGNE**

**POLONIA**

Mrs Teresa Latour  
Head of Department  
National Institute of Hygiene  
National Research Center of Public Health  
Slowackiego 8/10  
60-823 Poznan

**Phone:** +4861 847 01 82

**Fax:** +4861 847 01 82

**Email:** latour@pzh.poznan.pl

**PORTUGAL**

Mrs Ana Paula Bico Matos  
DGFCQA Direccao Geral de Fiscalizacao e Controlo de  
Qualidade Alimentar  
Ministerio da Agricultura do Desenvolvimento Rural e  
das Pescas  
Av. Conde Valbom, 98  
1064-824 Lisboa

**Phone:** +351 21 798 36 00

**Fax:** +351 21 798 38 34

**Email:** dgfcqa@mail.telepac.pt

Dr Francisco Furtado Mendonca  
APIAM Associacao Portuguesa dos Industriais de Aguas  
Minerais, Naturais e de Nascente  
Av. Miguel Bonbaron 110 – 2 pt.  
Lisboa

**Phone:**

**Fax:**

**Email:**

**SPAIN**  
**ESPAGNE**  
**ESPAÑA**

Dr. Maria Dolores Hernando Arranz  
Técnico Superior de la Subdirección General de  
Seguridad Alimentaria  
Ministerio de Sanidad y Consumo  
Paseo del Prado 18-20  
28071 Madrid

**Phone:** +34 91 596 19 81  
**Fax:** +34 91 596 44 87  
**Email:** mhernando@msc.es

Dr. Irene Zafra  
Secretaria de la Asociación nacional de Empresas de  
Aguas de Bebida Envasada  
Serrano 76 – 5°  
28006 Madrid

**Phone:** +34 91 575 82 26  
**Fax:** +34 91 578 18 16  
**Email:** aneabe@aneabe.com

**SWEDEN**  
**SUEDE**  
**SUECIA**

Mrs Kerstin Jansson  
Head of Section  
Ministry of Agriculture, Food and Fisheries  
S-103 33 Stockholm

**Phone:** +46 8 105 1168  
**Fax:** +46 8 206 496  
**Email:** kerstin.jansson@agriculture.ministry.se

Mrs Bitte Erlandsson  
Head of Division  
National Food Administration  
Box 622  
S-751 26 Uppsala

**Phone:** +46 18 17 55 00  
**Fax:** +46 18 10 58 48  
**Email:** bier@slv.se

Ms Eva Lönberg  
Codex Coordinator for Sweden  
National Food Administration  
Box 622  
S-751 26 Uppsala

**Phone:** +46 18 17 55 47  
**Fax:** +46 18 10 58 48  
**Email:** eva.lonberg@slv.se

**SWITZERLAND**  
**SUISSE**  
**SUIZA**

Mr Pierre Studer  
Food and Consumer Safety  
Swiss Federal Office of Public Health  
CH-3003 Berne

**Phone:** +41 31 3233105  
**Fax:** +41 31 3229574  
**Email:** pierre.studer@bag.admin.ch

Mrs Awilo Ochieng-Pernet  
International Standards  
Swiss Federal Office of Public Health  
3003 Berne, Switzerland

**Phone:** +41 31 3220041  
**Fax:** +41 31 3229574  
**Email:** awilo.ochieng@bag.admin.ch

Mr Maurice Blanc  
Nestec SA  
Avenue Nestlé 55  
1800 Vevey

**Phone:** +41 21 924 44 41  
**Fax:** +41 21 924 45 47  
**Email:** maurice.blanc@nestle.com

Mr Alexander Kuhn  
Generalsekretär  
Verband Schweizer Mineralquellen- und Softdrink-  
Produzenten  
Bahnhofplatz 9  
Postfach 6325  
8023 Zürich

**Phone:** +41 1 221 21 84  
**Fax:** +41 1 211 62 06  
**Email:**

Mrs Liselotte Steffen  
Vice-president Swiss Consumer Forum  
Egghölzliweg 9  
3074 Muri

**Phone:** +41 31 951 25 25  
**Fax:** +41 31 951 25 25  
**Email:**

**THAILAND**  
**THAÏLANDE**  
**TAILANDIA**

Mr Chanin Charoenpong  
Expert Food Standards  
Food and Drug Administration  
Ministry of Public Health  
Tiwanond Rd.

**Phone:** + 662 590 70 30  
**Fax:** + 662 591 84 60  
**Email:** chanin@fda.moph.go.th

Ms Patrathip Vacharakomolphan  
Standards Officer 8  
Thai Industriail Standards Institute  
Ministry of Industry  
Rama VI Street  
Bangkok 10400

**Phone:** +662 202 34 41  
**Fax:** +662 248 79 87  
**Email:** patratip@jisi.go.th

Ms Orawon Bundith  
The Federation of Thai Industries  
Chief of Water and Quality Management Department  
Boon Rawd Brewery  
999 Samaen Road, Bangkrabue  
Bangkok 10300

**Phone:** + 662 2411 361-9 ext. 167  
**Fax:** + 662 2411 361-9 ext. 167  
**Email:** orawon@jet-net.com

Mme Kakanang Krajangwong  
Première secrétaire  
Ambassade Royale de Thaïlande  
Kirchstrasse 56  
CH-3097 Liebefeld

**Phone:** +41 31 970 30 30  
**Fax:** +41 31 970 30 37  
**Email:**

**TUNISIA**  
**TUNISIE**  
**TUNEZ**

Dr. Slaheddine Cheniti  
Directeur Général de l'Agence Nationale de  
Contrôle Sanitaire et Environnemental des Produits  
Ministère de la Santé  
24 Ruede la galite  
Bab Saadolun  
2013 Ben Arous

**Phone:** 216.1 960 014  
**Fax:** 216.1 960 146  
**Email:** [slaheddine.cheniti@rns.tn](mailto:slaheddine.cheniti@rns.tn)

Mme Fatma Arfaoui Kanzari  
Responsable de l unite de contrôle des eaux minerales  
Ministère de la santé publique  
13, avenue Tahar Ben Ammar  
El Manar II, Appt. 83  
Tunis

**Phone:** 216 1 883 609  
**Fax:** 216 1 576 010  
**Email:**

**UNITED KINGDOM**  
**ROYAUME-UNI**  
**REINO UNIDO**

Mr Michael Wight  
Head of Branch  
Food Standard Agency  
Room 314, Ergon House  
PO Box 31037  
Horseferry Road  
London SW1P 3WG

**Phone:** +44 207238 6457  
**Fax:** +44 207 238 6763  
**Email:** michael.wight@foodstandards.gsi.gov.uk

Dr. Gerald K. Goldwin  
Food Scientist  
Food Standards Agency  
Room 323, Ergon House  
PO Box 31037  
Horseferry Road  
London SW1P 3WG

**Phone:** +44 207238 6457  
**Fax:** +44 207 238 6763  
**Email:**

Mr Grant Meekings  
Head Food Labelling Standards  
& Consumer Protection-Division  
FSA  
PO Box 31037  
London SWIP 3WG

**Phone:** +44 207238 6278  
**Fax:** +44 207238 6763

**UNITED STATES OF AMERICA**  
**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**  
**ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Ms Shellee Anderson  
Interdisciplinary Scientist  
Office of Plant and Dairy Foods and Beverages  
Food and Drug Administration  
U.S. Food and Drug Administration  
200 C Street, SW  
Washington, DC 20204  
**Phone:** +1 202 205 5023  
**Fax:** +1 202 205 4422  
**Email:** shellee.anderson@cfsan.fda.gov

Ms Janice Adair  
Director  
Division of Environmental Health Alaska  
555 Cordova Street  
Anchorage, Alaska 99501  
**Phone:** +1 907 269 7644  
**Fax:** +1 907 269 7654  
**Email:** janice\_adair@envircon.state.ak.us

Mr Charles W. Cooper  
International Activities Staff  
Food and Drug Administration  
200 C Street, SW (HFS-585)  
Washington, DC 20204  
**Phone:** +1 202 205 5042  
**Fax:** +1 202 401 7739  
**Email:** charles.cooper@cfsan.fda.gov

Dr. George J. Jackson  
Microbiologist  
Staff College for Foods Center  
Food and Drug Administration  
200 C Street, SW (HSF-500)  
Washington, DC 20204  
**Phone:** +1 202 205 4051  
**Fax:** +1 202 401 7740  
**Email:** george.jackson@cfsan.fda.gov

Ms Ellen Matten  
U.S. Codex Office  
Food Safety and Inspection Service  
U.S. Department of Agriculture  
1400 Independence Avenue, SW  
Room 4861 South Building  
Washington DC 20520  
**Phone:** +1 202 205 7760  
**Fax:** +1 202 720 3157  
**Email:** ellen.matten@usda.gov

Ms Päivi Julkunen  
Senior Manager, International Regulatory Affairs  
The Coca-Cola Company  
P.O. Box 1734  
Atlanta, GA 30301  
**Phone:** +1 404 676 2677  
**Fax:** +1 404 676 7166  
**Email:** pjulkunen@na.ko.com

Mr William Miller  
President  
National Spring Water Association Inc.  
P.O. Drawer 668  
Robbinsville, NC 28771  
**Phone:** +1 828 479 2659  
**Fax:** +1 828 479 4533  
**Email:** bebo@gte.net

Mr Kevin Mathews  
Director Regulatory Affairs  
The Perrier Group of America  
777 West Putnam Ave.  
Greenwich, CT 06836  
**Phone:** +1 203 863 0384  
**Fax:** +1 203 863 0401  
**Email:** kmathews@perriergroup.com

**REPUBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA**

Mrs. Ofelia Herrera, M.S.  
Biologist, Head  
Research Section of Direction of Food Hygiene  
Ministry of Health and Social Development  
Centro Semón, Edif. Sur, ala Oeste  
Piso 3, ofc. 313  
Casacas 1010  
**Phone:** +58-2 484 3066 or 58-2 372 5068  
**Fax:** +58-2 484 3066 014 204 2228  
**Email:** abebizz@aol.com

**INTERNATIONAL GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS**

**COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION**

Mr Olli Mattila  
Administrator  
General Secretariat of the Council of the European Union  
175 Rue de la Loi  
1048 Brussels  
Belgium  
**Phone:** +32 2 285 8357  
**Fax:** +32 2 285 7928  
**Email:** olli.mattila@consilium.eu.int

#### EUROPEAN COMMISSION

Mr Jean-François Roche  
Administrator  
Health and Consumer Protection Directorate General  
Froissard 101  
200, rue de la Loi  
1049 Brussels

**Phone:** +32 2 295 31 41  
**Fax:** +32 2 296 09 51  
**Email:** jean-françois.roche@cec.eu.int

#### INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

##### INTERNATIONAL BOTTLED WATER ASSOCIATION (IBWA)

Ms Cindy A. Yablonski  
Vice President  
Research, Science and Technical Affairs  
International Bottled Water Association  
1700 Diagonal Road, Suite 650  
Alexandria, VA 22314  
U.S.A.

**Phone:** +1 703 683 5213  
**Fax:** +1 703 683 4074  
**Email:** cyablons@bottledwater.org

Mr Jack C. West  
Director of Business Development  
U.S. Filter Consumer Products Group  
International Bottled Water Association  
88 Old Wagon Road  
Bedford Corners, NY 10549  
U.S.A.

**Phone:** +1 914 241 8441  
**Fax:** +1 914 666 6978  
**Email:** jackcwest@compuserve.com

##### INTERNATIONAL SOFT DRINKS COUNCIL (ISDC)

Ms Julia Howell  
Head of the Delegation  
ISDC  
79 Boulevard St. Michel  
1040 Brussels, Belgium

**Phone:** +32 2 743 40 50  
**Fax:** +32 2 732 51 02  
**Email:** jhowell@na.ko.com

Mr Alain Beaumont  
Secretary General  
ISDC  
79 Boulevard St. Michel  
1040 Brussels, Belgium

**Phone:** +32 2 743 40 50  
**Fax:** +32 2 732 51 02  
**Email:** abeaumont@agep.be

Mr Michel Pépin  
ISDC  
79, Boulevard St. Michel  
B-1040 Brussels

**Phone:** +32 2 743 40 50  
**Fax:** +32 2 732 51 02  
**Email:** mpepin@eur.ko.com

#### UNION EUROPEENNE ET GROUPEMENT INTERNATIONAL DES INDUSTRIES DES EAUX MINÉRALES NATURELLES ET DES EAUX DE SOURCE (UNESEM - GISEMES)

Mme Françoise de Buttet  
Secrétaire Générale  
UNESEM-GISEMES  
10, rue de la Trémoille  
75008 Paris  
France

**Phone:** +33 1 47203110  
**Fax:** +33 1 47202762  
**Email:** Françoise.Debuttet@wanadoo.fr

João Ruocco Jr.  
Chemist  
ABINAM-GISEMES  
Rua Jesuino Arruda 574  
ZIP 04532 921  
São Paulo

**Phone:** +55 11 3079 1840  
**Fax:** +55 11 3167 5432  
**Email:** ruocco@uninet.com.br

#### JOINT FAO/WHO SECRETARIAT

Dr Alan W. Randell  
Senior Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.54390  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** alan.randell@fao.org

Mr Christophe Leprêtre  
Associate Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Nutrition Division  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy

**Phone:** +39 06 570.55621  
**Fax:** +39 06 570.54593  
**Email:** christophe.lepretre@fao.org

**AVANT-PROJET DE NORME GENERALE  
POUR LES EAUX POTABLES EN BOUTEILLE/CONDITIONNEES  
(AUTRES QUE LES EAUX MINERALES NATURELLES)**

**(A l'étape 5/8 de la procédure du Codex)**

## **1. CHAMP D'APPLICATION**

La présente norme s'applique à toutes les eaux consommées à des fins de boisson, autres que les eaux minérales naturelles définies dans la norme CODEX STAN 108-1981 (Rév. 1-1997), qui sont préemballées/embouteillées<sup>1</sup> et propres à la consommation humaine.

## **2. DESCRIPTION**

### **2.1 EAUX CONDITIONNEES**

Les eaux conditionnées autres que les eaux minérales naturelles sont des eaux destinées à la consommation humaine qui peuvent contenir des sels minéraux, présents à l'état naturel ou ajoutés intentionnellement; elles peuvent également contenir du gaz carbonique, présent à l'état naturel ou ajouté intentionnellement; mais elles ne doivent pas contenir des sucres, des édulcorants, des aromatisants ou autres aliments.

#### ***2.1.1 Eaux définies par leur origine***

Les " eaux définies par leur origine ", qu'elles soient d'origine souterraine ou de surface, visées par la présente Norme présentent les caractéristiques suivantes:

- (a) elles proviennent d'une ressource environnementale spécifique sans passer par un système communautaire d'alimentation en eau;
- (b) des précautions ont été prises à l'intérieur de périmètres de protection ceinturant les zones de vulnérabilité afin d'éviter toute pollution ou influence extérieure sur les caractéristiques microbiologiques, chimiques et physiques de l'eau à l'origine;
- (c) des conditions de captage qui garantissent leur pureté microbiologique d'origine et les éléments essentiels relatifs à leur composition chimique d'origine;
- (d) sur le plan microbiologique, elles conviennent en permanence à la consommation humaine dès leur captage et elles sont conservées dans cet état par l'adoption de mesures particulières d'hygiène jusqu'à leur conditionnement et au cours de celui-ci, conformément aux sections 3 et 4;
- (e) elles ne sont sujettes à aucune modification ni traitement autres que ceux qui sont autorisés aux termes de la section 3.1.1

---

<sup>1</sup> Selon la définition donnée dans la Norme générale du Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées: « aliments préemballés proposés comme tels au consommateur ou à des fins de restauration ».

### **2.1.2 Eaux préparées**

Les “eaux préparées” sont des eaux qui ne répondent pas à toutes les dispositions établies pour les eaux définies par leur origine aux termes de la section 2.1.1. Elles peuvent provenir de tout type de source d’approvisionnement.

## **3. FACTEURS ESSENTIELS DE COMPOSITION ET DE QUALITE**

### **3.1 MODIFICATIONS ET MANUTENTION DES EAUX CONDITIONNEES**

#### **3.1.1 Modifications physico-chimiques et traitements antimicrobiens autorisés pour les eaux définies par leur origine**

Les eaux définies par leur origine ne peuvent subir, avant leur conditionnement, des modifications ou des traitements autres que ceux décrits dans les sections ci-après à la condition que ces modifications ou traitements et les procédés<sup>2</sup> utilisés pour les réaliser ne modifient pas les caractéristiques essentielles de leur composition, sur le plan physico-chimique, ni ne compromettent la qualité sanitaire, au plan chimique, radiologique et microbiologique de ces eaux lorsqu’elles sont conditionnées:

##### **3.1.1.1 Traitements sélectifs conduisant à des modifications des constituants d’origine :**

- la réduction et/ou l’élimination de gaz dissous (et la variation du pH qui pourrait s’en suivre);
- l’incorporation de gaz carbonique (et la variation consécutive du pH) ou la réincorporation du gaz carbonique présent à l’émergence;
- la réduction et/ou l’élimination des constituants instables tels que les composés du fer, du manganèse et du soufre (présent sous forme de S<sup>0</sup> ou S<sup>-2</sup>), des carbonates excédant, dans des conditions normales de température et de pression, l’équilibre des calcocarbonates;
- l’adjonction d’air, d’oxygène ou d’ozone à la condition que la concentration de sous-produits, formés sous l’effet de l’ozonisation, soit inférieure à celle établie conformément à la section 3.2.1;
- la baisse et/ou l’augmentation de la température;
- la réduction et/ou la séparation d’éléments présents à l’origine en excès des concentrations maximales ou des niveaux de rayonnement radioactif maximums établis conformément à la section 3.2.1.

##### **3.1.1.2 Traitements antimicrobiens pour les eaux définies par leur origine**

Les traitements antimicrobiens peuvent être utilisés, seuls ou en combinaison, uniquement aux fins de la conservation du caractère naturellement adapté à la consommation humaine, de la pureté et de l’innocuité initiales des eaux définies par leur origine.

---

<sup>2</sup> Ces procédés comprennent notamment les techniques mentionnées à la section 5.2 du Code d’usages en matière d’hygiène pour les eaux embouteillées/conditionnées autres que les eaux minérales naturelles dans la mesure où ces techniques sont conformes aux dispositions de la section 3.2.1 du présent avant-projet de Norme.

### **3.1.2 Modifications physico-chimiques et traitements antimicrobiens pour les eaux préparées**

Les eaux préparées peuvent subir tout traitement antimicrobien et tout autre traitement qui modifie les caractéristiques physico-chimiques initiales de l'eau à la condition que ces traitements ne compromettent pas la qualité sanitaire, au plan chimique, radiologique et microbiologique, de ces eaux lorsqu'elles sont conditionnées, conformément aux dispositions des sections 3.2 et 4.

## **3.2 QUALITE CHIMIQUE ET RADIOLOGIQUE DES EAUX CONDITIONNEES**

### **3.2.1 Critères de qualité chimique et radiologique à visée sanitaire**

Aucune eau conditionnée ne doit contenir des substances ni émettre un rayonnement radioactif en quantité telle qu'ils puissent nuire à la santé. À cet effet, toutes les eaux conditionnées doivent être conformes aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé décrites dans la dernière édition des « Directives de qualité pour l'eau de boisson ».

### **3.2.2 Addition de minéraux**

Toute addition de minéraux à une eau, avant son conditionnement, doit être conforme aux dispositions de la présente norme et, le cas échéant, à celles de la norme générale Codex pour les additifs alimentaires (CODEX STAN 192-1995, Rév. 1-1997) et/ou à celles des Principes généraux pour l'addition des nutriments essentiels dans les aliments (CAC/GL 9 – 1987).

## **4. HYGIENE**

### **4.1 CODE D'USAGES**

Il est recommandé que toutes les eaux visées par les dispositions de la présente norme soient captées, transportées, entreposées, le cas échéant traitées, et conditionnées conformément aux Code d'usages international recommandé - Principes généraux d'hygiène alimentaire - CAC/RCP 1-1997 , Rév. 3-1997 ainsi qu'au Code d'usages en matière d'hygiène pour les eaux en bouteilles/conditionnées autres que les eaux minérales naturelles.

### **4.2 APPROBATION OU INSPECTION DE LA SOURCE DES EAUX DEFINIES PAR LEUR ORIGINE**

L'approbation ou l'inspection initiale de la source des eaux définies par leur origine devrait reposer sur une étude scientifique appropriée au type de ressource (hydrogéologie, hydrologie, etc.) et basée sur des mesures sur le terrain de la source et de la zone de recharge et qui démontre l'innocuité de la source et la sûreté des installations et des opérations de captage. Les résultats de l'inspection initiale de la source devraient être confirmés de manière régulière par la surveillance périodique des constituants essentiels, de la température, du débit (dans le cas des émergences naturelles) et des facteurs chimiques et radiologiques visés à la section 3.2.1 et aux normes microbiologiques adoptées conformément aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé décrites dans la dernière édition des « Directives de qualité pour l'eau de boisson ». Les résultats de l'inspection de la source devraient être fournis à la demande du pays importateur.

## **5. ETIQUETAGE**

Outre la Norme générale Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1- 1985, Rév. 1- 1991), les dispositions suivantes s'appliquent:

## **5.1 NOM DU PRODUIT**

Les pays peuvent choisir des noms appropriés pour les produits, devant être spécifiés dans leur législation nationale, qui reflètent les attentes de leurs consommateurs selon leurs pratiques culturelles et traditionnelles.

Toutefois, en établissant de telles exigences en matière d'étiquetage, on devra tenir compte que tout produit conforme à la présente norme soit représenté de façon à refléter sa classification décrite dans la présente norme et de telle sorte que le consommateur ne soit pas induit en erreur.

5.1.1 Le nom du produit sera indiqué comme suit, en fonction de sa classification conformément à la section 2.1.

### **5.1.1.1 Eaux définies par leur origine**

Tout nom (ou noms) approprié(s) dans le cas des eaux qui répondent aux critères de la section 2.1.1 et aux critères supplémentaires établis le cas échéant par chaque pays, incluant le choix de restreindre la dénomination des ces eaux à certains noms ou à un seul. Dans le cas de mélanges ou d'assortiments d'eaux provenant de différentes ressources environnementales, chacune des ressources devra être étiquetée.

Seules les eaux définies par leur origine conformément à la présente norme peuvent porter des noms qui désignent cette origine ou l'évoquent. Les noms permis ou utilisés par les pays, conformément à la présente Norme, pour désigner les eaux préparées ne peuvent s'appliquer aux eaux définies par leur origine et vice versa. Les critères supplémentaires établis le cas échéant par les pays pour définir les noms qu'ils choisissent ne doivent contredire aucune des dispositions de la présente norme.

### **5.1.1.2 Eaux préparées**

Tout nom (ou noms) approprié(s) pour désigner les eaux préparées visées à la section 2.1.2 et aux critères supplémentaires établis le cas échéant par chaque pays, incluant le choix de restreindre la dénomination des ces eaux à certains noms ou à un seul.

## **5.1.2 Gazéification**

### **5.1.2.1 Les mentions respectives suivantes doivent figurer sur l'étiquette conformément aux critères décrits ci-après :**

Dans le cas des eaux souterraines définies par leur origine, la mention «naturellement gazeuse» ou «naturellement pétillante» lorsque, après conditionnement, le gaz carbonique se dégage de manière spontanée et apparente dans les conditions normales de température et de pression, et qu'il provient de la source à son émergence et qu'il est présent dans la même quantité qu'à l'émergence de la source, avec une réincorporation éventuelle de gaz provenant de la même source, compte tenu d'une tolérance technique de l'ordre de  $\pm 20\%$

Dans le cas des eaux souterraines définies par leur origine, la mention «renforcée au gaz carbonique» lorsque, après conditionnement, le gaz carbonique spontanément et visiblement dégagé dans des conditions normales de température et de pression, et qu'il provient de la source à son émergence mais présent dans une proportion plus élevée (d'au moins 20%) que la quantité constatée à l'émergence, avec une réincorporation éventuelle du gaz provenant de la même source;

Dans le cas de toutes les catégories d'eau, la mention « gazéifiée » ou « pétillante » lorsque, après conditionnement, le gaz carbonique spontanément et visiblement dégagé dans des conditions normales de température et de pression ne provient pas en totalité de la même source que celle de l'eau à son émergence.

5.1.2.2 Les expressions “non gazeuse”, “non pétillante ” ou “plate” peuvent être appliquées à toute eau lorsque, après conditionnement, le produit ne présente pas une effervescence visible et spontanée à l'ouverture du récipient de son conditionnement, dans les conditions normales de température et de pression.

## **5.2 AUTRES DISPOSITIONS D'ETIQUETAGE**

### **5.2.1 Composition chimique**

La teneur totale en solides dissous des eaux conditionnées peut être déclarée sur l'espace principal d'affichage de l'étiquette. Dans le cas des eaux définies par leur origine, la composition chimique conférant au produit ses caractéristiques peut également être déclarée sur l'étiquette.

### **5.2.2 Emplacement géographique**

Lorsque cela est requis par les autorités qui ont juridiction, le lieu géographique précis de la ressource spécifique et/ou de la source d'une eau définie par son origine doit être déclaré selon les exigences établies dans la législation en vigueur.

### **5.2.3 Eau provenant d'un système de distribution communautaire d'eau potable**

Lorsqu'une eau préparée est fournie par un système de distribution d'eau communautaire, publique ou privé, et qu'elle est ensuite conditionnée/mise en bouteille, mais que sa composition initiale n'a été modifiée par aucun traitement ou aucune adjonction de gaz carbonique ou de fluorure, le libellé «provenant d'un système de distribution communautaire d'eau potable » doit accompagner le nom du produit sur l'espace principal d'affichage de l'étiquette.

### **5.2.4 Traitements**

Lorsque cela est requis par les autorités qui ont juridiction, si une eau conditionnée/mise en bouteilles a été modifiée par un traitement autorisé, avant conditionnement, la modification ou le résultat du traitement doit être déclaré sur l'étiquette selon les exigences établies dans la législation en vigueur.

### **5.3 MENTIONS D'ETIQUETAGE INTERDITES**

5.3.1 Aucune allégation concernant les effets médicaux (préventifs, thérapeutiques, curatifs) ne doit être faite au sujet des propriétés du produit visé par la présente norme. Aucune autre allégation relative à des effets bénéfiques sur la santé du consommateur ne doit être faite, à moins qu'elle ne soit vraie et dépourvue d'ambiguïté.

5.3.2 Un nom de localité, de hameau ou de lieu-dit ne peut faire partie d'une marque à moins qu'il ne se rapporte à une eau définie par origine exploitée à l'endroit désigné par la marque.

5.3.3 L'emploi de toute indication ou de tout signe susceptible de créer dans l'esprit du public une confusion sur la nature, l'origine, la composition et les propriétés des eaux conditionnées mises en vente, est interdit.

### **6. METHODES D'ANALYSE ET D'ECHANTILLONNAGE**

Voir *Codex Alimentarius*, Volume 13.

## ANNEXE III

### AMENDEMENT A LA SECTION 3.2. DE LA *NORME CODEX POUR LES EAUX MINERALES NATURELLES* : LIMITES FIXEES POUR CERTAINES SUBSTANCES POUR DES RAISONS SANITAIRES<sup>1</sup>

Les limites ci-après pour l'arsenic, le baryum, le manganèse et le sélénium ont été adoptées par le Comité du Codex sur les eaux minérales naturelles, à sa septième session<sup>2</sup> :

3.2.2	Arsenic	0,01 mg/l, calculé en As total
3.2.3	Baryum	0.7 mg/l
3.2.11	Manganèse	0,5 mg/l
3.2.16	Sélénium	0,01 mg/l

---

<sup>1</sup> CODEX STAN 108 - 1981, Rév. 1 -1997

<sup>2</sup> Ces limites sont soumises pour adoption au Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants et à la Commission du Codex Alimentarius pour approbation